
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CCXXXI.

Du Jeudi 4 mars 1790.

N. B. Le sieur Cussac, desirant obvier à ce que MM. les souscripteurs n'éprouvent plus à l'avenir d'interruption dans l'envoi du *Point du jour*, croit qu'il leur seroit plus avantageux & moins dispendieux, à cause des ports de lettres, de s'abonner pour plusieurs mois à la fois, ou d'avoir soin de renouveler quinze jours avant l'expiration de leur abonnement, par la voie de MM. les directeurs des postes, à qui ils pourroient en remettre le montant & en affranchir le port ainsi que celui des lettres.

La collection de ce journal forme actuellement 210 numéros non compris l'abonnement courant (le huitième); ces 210 numéros forment 6 volumes, dont le prix est de 27 livres brochés, pris à Paris, & de 33 livres pour la province, franc de port : chaque volume se vend séparément 4 liv. 10 sous pour Paris. & 5 livres 10 sous franc de port, pour la province.

L'abonnement courant est toujours de 6 livres pour Paris & 7 liv 10 sous pour la province.

LA longue & pénible séance d'avant-hier ayant altéré la santé de M. l'abbé de Montesquiou, M. de Paisy en a pris les fonctions.

M. Fermond a dénoncé une erreur qui s'étoit glissée

Tome VII.

X

lors de l'impression du procès-verbal de la séance du 25 février, dans la rédaction de l'art. 10 du tit. I du décret pour les droits féodaux. Il a lu cette rédaction vicieuse ; après lui, le rapporteur du comité a fait lecture d'une rédaction différente que l'assemblée a reconnue être celle qu'elle avoit décrétée dans la séance du 25 février ; elle a ordonné en conséquence que cette dernière rédaction seroit rétablie dans le procès-verbal de ce jour : elle est ainsi conçue, tit. I, art. 10.

M. Merlin a repris la suite des articles sur les décrets féodaux ; il a présenté une nouvelle rédaction de l'art. XVI du titre II.

M. Biozat proposoit pour amendement d'ajouter après les mots *des reconnoissances*, ceux-ci, *non contredites par des reconnoissances antérieures, expresse ou tacites*. M. de la Ville-aux-Bois a établi la question préalable sur cet amendement, & l'article a été rédigé & décrété, tel qu'on le verra sous le n°. 20, parce que l'assemblée a cru devoir le transférer ainsi pour l'appliquer aux nouveaux articles 16, 17, 18 & 19.

L'article 17 du comité a donné lieu à la réclamation de quelques membres, en faveur des propriétaires des banalités abonnées.

M. Merlin a justifié l'article proposé, en disant : « Il n'y a qu'un devoir rigoureux & pressant qui a pu déterminer votre comité à vous présenter la disposition consignée dans cet article ; elle est juste sans doute, elle est conforme aux principes, elle dérive même nécessairement de l'abolition des banalités, puisque ne pas détruire des redevances constituées pour rachat de ces banalités, ce seroit admettre des droits sans cause, & donner effet à des contrats, lorsque leurs causes ont cessé, ce qui répugne à toute espèce de notions de droit ; mais nous ne pouvons pas nous dissimuler

& le co
présent
plusieu
nible qu
général
particul

C'est
sif, cet
des can
quelque
regardé
au com
surpassé
supprim

Voici
« To
titre d'a
ci-dessu
dans le
abolie &

Le m
sur un
a dit qu
foule de
de camp
décrets
moulins

M. l
donnoit
pêcher
Cette r
son bail
« Ne

& le comité féodal m'a chargé expressément de vous représenter que cette disposition va anéantir la fortune de plusieurs familles ; ce n'est donc qu'avec un sentiment pénible que nous vous présentons cet article , & c'est à la justice générale qui nous l'a dicté , à nous absoudre des maux particuliers que son exécution produira. »

C'est ainsi que l'on verra s'évanouir ce privilège exclusif, cet impôt indirect mis sur les subsistances des peuples des campagnes. Le grand duc de Toscane a donné depuis quelques années l'exemple de cette suppression , qu'il a regardée comme une suite naturelle de la liberté rendue au commerce des grains ; & la législation française aura surpassé toutes les espérances , sans cesser d'être juste , en supprimant les droits représentatifs des bannalités odieuses.

Voici l'article 16 tel qu'il a été décrété :

« Toute redevance ci-devant payée par les habitans à titre d'abonnement des bannalités , de la nature de celles ci-dessus supprimées sans indemnité & qui n'étoient point dans le cas des exceptions portées par l'article 15 , est abolie & supprimée sans indemnité. »

Le même rapporteur a proposé un article additionnel sur un abus qui s'est propagé dans plusieurs provinces. Il a dit qu'il y avoit dans les bureaux du comité féodal une foule de plaintes contre des particuliers & des paroisses de campagne , qui avoient pensé qu'en conséquence des décrets du 4 août , ils étoient propriétaires des fours , des moulins , & autres objets de cette nature.

M. Devieville des Essarts a cru que cet article lui donnoit occasion de proposer un amendement pour empêcher la destruction subite des fours & des moulins. Cette terreur qui lui étoit communiquée par des avis de son bailliage , a donné lieu à l'amendement suivant :

« Ne pourront les propriétaires des fours , moulins , &

autres objets bannaux, les supprimer que six mois après la publication du présent décret, en soumettant les sujets banniers à suivre la bannalité pendant ce temps aux mêmes conditions que celles qui existent actuellement. »

M. Vieillard ajoutoit que les propriétaires actuels des moulins & fours banaux ne pourront les supprimer, qu'au refus des municipalités ou particuliers de les acquérir dans le délai de six mois.

Il n'étoit pas difficile de faire tomber des amendemens de cette nature, qui violoient la liberté & la propriété; aussi M. Grangier les a-t-il combattus avec succès par la question préalable. « Ne craignez pas, a-t-il dit, que les propriétaires aillent dégrader ainsi & détruire leurs biens; ces objets seront moins utiles aux propriétaires, mais ils ne cesseront pas de produire un bon revenu. Toute autre pensée seroit injurieuse. »

La question préalable a été admise, & l'article a été décrété: mais M. Merlin adoptant les vues de ceux qui venoient de faire ces motions, & voyant que l'esprit de l'assemblée, en les rejetant, avoit été cependant de veiller à la conservation des usines, si nécessaires aux besoins de la vie commune, a rédigé un nouvel article.

M. Mougins a profité de cette circonstance pour intéresser, a-t-il dit, l'humanité de l'assemblée en faveur des habitans de deux villages, qui, livrés à des impulsions étrangères, avoient commis quelques dégats sur des moulins banaux; mais l'assemblée ne pouvoit s'occuper de cet objet particulier, & l'article a été décrété en ces termes :

A R T. XVII.

L'assemblée nationale fait défenses aux ci-devant banniers d'attenter à la propriété des moulins, pressoirs, fours & autres objets de la banalité, desquels ils sont affranchis par l'article XIV; met ladite propriété sous la sauve-garde de

la loi, & enjoint aux municipalités de tenir la main à ce qu'elle soit respectée. »

Corvéable & homme libre sont deux expressions inconciliables. Ce n'étoit que par l'avilissement dans lequel la féodalité avoit plongé l'espèce humaine, qu'on pouvoit imaginer que le droit de corvée avoit pu être introduit dans le langage des loix. Le moment de l'effacer est venu, & l'article proposé par le comité a été presque unanimement adopté :

A R T. X V I I I.

Toutes les corvées, à la seule exception des réelles, sont supprimées sans indemnité, & ne seront réputées corvées réelles, que celles qui seront prouvées être dues pour prix de la concession de la propriété d'un fonds ou d'un droit réel.

M. Goupille de Préfeld a proposé un autre article, qui, d'après les observations de MM. Lanjuinais, Fermond & quelques autres, a été décrété ainsi :

A R T. X I X.

Toutes sujétions qui, par leur nature, ne peuvent appartenir à celui auquel elles sont dues aucune utilité, sont abolies & supprimées sans indemnité.

M. Bouche s'est rappelé d'un droit seigneurial exercé dans quelques provinces, & qui consiste à empêcher de clore les fonds accensés. Il pensoit que le droit de chasse avoit pu être l'origine d'un pareil droit. M. Cochard attaquoit aussi ce prétendu droit, comme contraire aux progrès de l'agriculture ; quelques autres réclamoient le contraire en faveur même de l'agriculture, à cause de la dépaissance.

On a lu l'article proposé par M. Bouche :

« Toute clause prohibitive de clore les fonds vendus ou accensés par les ci-devant seigneurs, est annulée sans in-

demnité, lorsqu'on n'en verra pas la cause & l'objet dans l'acte de vente. »

Suivant M. Pison du Galand il falloit rédiger ainsi, « Toute clause prohibitive de clorre les fonds & héritages, est abolie sans indemnité, sans entendre préjudicier aux droits & servitude de paturage ou de passage, dûment établis ou vérifiés selon les loix & coutumes des pays. »

La discussion qui s'est ouverte sur ces deux rédactions d'un article nouveau a donné lieu à un membre du comité d'agriculture d'en demander le renvoi à ce comité; ce qui a été adopté.

L'article qui étoit le XVI^e dans le rapport imprimé du comité féodal, & dont l'assemblée avoit ordonné la transposition, trouvoit ici sa place; il a été décrété en ces termes, qui doivent cesser de paroître rigoureux, lorsqu'on saura qu'il ne s'agit que de juger par cet article l'existence des droits odieux, & que la règle pour l'établissement des droits fonciers sera différente.

Voici l'article XX^e.

» Lorsque les possesseurs des droits conservés par les articles IX, X, XI, XV, & XVIII, ci-dessus, qui ne seront pas en état de représenter de titres primitifs, ils pourront y suppléer par deux reconnoissances conformes, énonciatives d'une plus ancienne, non contredites par des reconnoissances antérieures données par la communauté d'habitans, lorsqu'il s'agira de droits généraux, & par les individus intéressés lorsqu'elles concerneront des droits particuliers, pourvu qu'elles soient soutenues d'une possession actuelle, qui remonte sans interruption à 40 ans, & qu'elles rappellent soit les conventions, soit les concessions mentionnées dans lesdits articles. »

L'article XIX du rapport imprimé, a paru d'abord présenter des difficultés; il étoit conçu ainsi: « le droit de

triage auquel les biens appartenans aux communautés d'habitans ont été assujettis par l'article IV du titre 25 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669, demeurera aboli pour l'avenir. »

Le droit de reprendre un tiers de ce qu'on a déjà cédé ou donné, est un étrange droit dans toutes les sociétés possibles. Tel est cependant ce qu'on appelle le *droit de triage* accordé par l'ordonnance de 1669; droit dont la concession ne peut être excusée que par l'espérance de faire défricher des terres. Car ce droit qui consiste à ce que le seigneur puisse distraire à son profit le tiers des bois ou marais qu'il a concédés gratuitement, & en toute propriété à la commune de son territoire, ne peut exister dans une législation équitable.

Quelques membres ont demandé que les mots à l'avenir fussent supprimés; M. la Poule proposoit de substituer *est* au mot *sera*; & M. Prieur vouloit qu'on ajoutât à la fin *est aboli sans indemnité*. M. Destourmel demandoit que l'article du comité fût adopté, comme favorable à l'agriculture, par la défense de faire des défrichemens.

M. Charles de Lameth craignant qu'on ne voulût donner un effet rétroactif à la loi, a fait voir les maux qui résulteroient d'une disposition aussi injuste, non-seulement pour les ci-devant seigneurs, mais même pour les habitans des campagnes, puisqu'il y a un grand nombre qui ont acheté & défriché des terrains *provenus* de ces triages.

D'autres opinans confondoient le triage avec le cantonnement; & M. Merlin a repris la parole pour bien fixer le sens de l'article proposé à la délibération.

» Il faut distinguer, a-t-il dit, les deux droits. Le triage a lieu dans le cas où les communautés sont propriétaires; ce droit est établi dans l'ordonnance sous ce titre. » *Des bois, prés, marais, &c. appartenans aux communautés d'habitans.* »

« Mais lorsqu'une communauté n'est pas *propriétaire*, mais simplement *usagère*, ce n'est plus au titre 25 de l'ordonnance de 1669, qu'il faut recourir pour déterminer les droits respectifs du seigneur & des habitans; c'est à un autre genre de législation ou plutôt de jurisprudence qui a sa source dans le droit romain, & dont le résultat s'appelle *cantonnement*. C'est une opération qui consiste à resserrer, à circonscrire le droit indéfini & illimité des habitans *usagers* sur une partie déterminée des fonds soumis à leur droit d'usage, afin de laisser le reste libre au seigneur propriétaire.

« Il faut donc bien distinguer le cas où les communautés ne sont qu'*usagères*, d'avec celui où elles sont *propriétaires*. Dans le premier cas, le seigneur peut exercer contre elles l'action en *cantonnement*, & cette faculté qu'il tire de son droit de propriété, n'a été, ni pu être altérée par les décrets de l'assemblée nationale. Dans le second cas, l'ordonnance de 1669 a accordé au seigneur l'action en *triage*, non pas, à la vérité, dans toutes les circonstances indistinctement; mais du moins lorsqu'il réunit en sa faveur le concours de plusieurs conditions: & la question que vous devez résoudre dans ce moment, est, de savoir si cette action peut encore avoir lieu depuis l'abolition que l'assemblée nationale a faite, non-seulement du régime féodal, mais encore de tout ce qui tient à la servitude; & par conséquent, des droits uniquement fondés sur les abus de l'ancienne puissance seigneuriale.

« Si le droit de *triage* dérive de la féodalité, s'il a été établi par les contrats même d'*inféodation* & d'*accensement*, si c'est un *droit féodal* dans le sens naturel de ce mot, nul doute qu'il ne doive être conservé, ou du moins soumis au rachat.

« Mais s'il n'est droit féodal que de nom, s'il est im-

possible d'en trouver la source dans les anciennes institutions ou accensemens, s'il ne doit son origine qu'aux ordres arbitraires d'un gouvernement arbitraire, n'en doutons point, le droit de triage ne peut pas échapper à la réforme que l'assemblée nationale doit faire de tous les abus d'autorité & de puissance qu'on s'est permis pour opprimer les peuples.

« Ainsi c'est par la nature & l'origine du droit de triage qu'on doit se déterminer à l'anéantir ou à le conserver. A cet égard, il faut convenir que parmi les droits réputés féodaux & vulgairement qualifiés tels, il en est peu qui se présentent avec un caractère aussi singulier que le triage »...

L'assemblée peut-elle l'abolir ? mais ce que la loi a fait, elle peut le défaire ; ce qu'elle a voulu elle peut cesser de le vouloir, & son changement de détermination ne peut jamais donner lieu ni à des plaintes fondées, ni par conséquent à des demandes d'indemnité de la part de ceux qui tiroient tout leur droit de ses dispositions.

Or, c'est par la loi, c'est-à-dire, par l'ordonnance de 1669, qu'a été établi le triage. Il peut donc être aboli par la loi, & la loi, en l'abolissant, ne feroit que ce qui est rigoureusement en son pouvoir....

Pour procéder avec ordre, M. Merlin a proposé une série de questions que l'assemblée a adoptée ; la voici :

- 1°. Le droit de triage fera-t-il aboli ?
- 2°. Le fera-t-il pour l'avenir seulement ?
- 3°. En cas qu'il ne soit aboli en général que pour l'avenir, n'exceptera-t-on pas de cette décision, & n'abolira-t-on pas avec un effet rétroactif le droit particulier de triage, auquel des lettres-patentes, par arrêt de 1777 & de 1779, ont assujetti en Flandres & en Artois les biens communaux concédés à titre onéreux ?
- 4°. Conservera-t-on ou abolira-t-on dans la Lorraine,

le Barrois, les Trois-Evêchés & le Clermontois, le droit de riers-denier, des ventes de bois & profits communaux ?

La première de ces questions a été mise aux voix ; & décrétée en ces termes :

A R T. X X I.

« Le droit de triage établi par l'article IV, du titre XXV, de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669, est aboli :

L'assemblée s'est ensuite formée en bureaux pour procéder à l'élection des membres du comité chargé de l'affaire des colonies, des pétitions des députés du commerce & de la ville de Bordeaux.

Rapport des événemens passés au Cap.

Assemblée provinciale formée au Cap —. Pouvoirs vérifiés. — Mandats impératifs exclus. — L'assemblée se déclare constituée proscrit le cahier des doléances du mois de Juin. — Serment prêté à la nation ; arrêté en huit articles. — 1°. Toute puissance réside dans les députés élus librement. — 2°. Toute autre assemblée illégale. — 3°. Assignat aux maréchaussées de les dissiper. — 4°. Nul ne pourra être poursuivi pour trouble. 5°. — 6°. Ordre aux anciens administrateurs de conserver l'exercice de leurs fonctions, & leur adjoignent le comité provincial. — 7°. Comité établi dans les paroisses. — 8°. Envoi de l'arrêté à tous les chefs de l'administration. — Autre arrêté prescrivant un recensement pour la formation nouvelle d'une garde nationale. — 23 novembre, il sera payé deux gourdes par chaque tête de négre arrêté dans la campagne. — 24 Novembre, les administrateurs ne doivent avoir aucun doute sur les fonctions qu'ils ont à remplir. — Rendus responsables des suites de leur négligence. — 25 décembre, 1°. Caisses de l'octroi, domaniale, de libertés, soumises à l'inspection de l'assemblée, conformément

ment à une lettre du ministre, qui a promis de donner des renseignements. — 2°. Ordonne de distinguer les recettes de la partie, & de n'en ordonner l'emploi qu'avec l'assemblée. — Invitation aux deux parties du sud & de l'ouest, de se réunir à celle du nord. — Droits curiaux doivent être perçus comme ils l'étoient avant 1789. — L'assemblée arrête de nommer un receveur des droits municipaux & d'en ordonner l'emploi. — Se réserver de statuer sur les autres caisses. — 22 décembre, ordonnance détaillée sur l'emploi de toutes les recettes provenant de la partie du nord, prescrivant la contrainte par corps à tous les comptables, & en cas de refus de la part du conseil, il sera remis à ses fonctions judiciaires. — Le sieur Dubois, mis en prison par ordre de l'assemblée pour propos tenus sur la liberté des nègres. -- Correspondance entre M. Vincent & le président de l'assemblée -- Compte rendu par M. Vincent à M. de Peinier. -- Il se plaint de ce que la partie du nord est abandonnée, & qu'il n'y a pas d'argent pour le paiement des troupes; il insiste à se rendre lui-même au Cap. — Réponse de M. de Peinier à M. Vincent. — Il reconnoît que l'assemblée provinciale est légitime, mais qu'elle a excédé ses pouvoirs. — Il se rendra au Cap, quand l'assemblée sera rentrée dans le devoir. — Invitation à la paix & à la modération. — Le 22 décembre, M. de Peinier, pour se disculper de n'avoir pas encore fait prêter le serment aux troupes, engage sa parole que les troupes n'agiront point contre les citoyens. — Cette lettre est communiquée au président de l'assemblée. — M. de la Chevalerie qui écrit à M. de Peinier la lettre suivante, le 31 décembre 1789. — Rien de plus glorieux que d'être dépositaire de la confiance de ses commettans. — Rien de plus fâcheux que de ne pas les justifier. — Rien de plus criminel que de la trahir. Votre lettre du 23 à M. Vincent présente l'assemblée pro-

vinciale sous ces quatre rapports; il faut la justifier. Elle n'a point excédé ses pouvoirs, puisqu'elle n'a pas manqué à ce qu'elle doit à la nation & au roi. — Saint-Domingue est une collection de propriétaires qui ne sont attachés à la France que sous certaines conditions; ont-elles toujours été respectées? Nous n'avons nommé des députés que pour présenter nos justes griefs à l'assemblée nationale, qui a commencé ses opérations par déclarer nuls tous les impôts. Les désordres de l'administration de M. de Marbois justifient le parti pris par l'assemblée de s'arroger la surveillance sur toutes les caisses. Pouvions-nous laisser ce fruit précieux de nos travaux à la disposition d'un administrateur concussionnaire & fugitif?

« On vous a trompés, en vous assurant que les députés de Saint-Domingue ont souscrit l'arrêté du dix-sept juin; les députés n'ont été admis que le vingt. Ils n'ont pu engager leurs commettans à une obéissance passive au décret qui les dépouillerait de leur propriété. Vous avez bien jugé l'assemblée provinciale, en la regardant comme incapable de manquer à ce qu'elle doit à la nation, au roi & à la loi; elle n'attaquera pas l'ancien régime des colonies, elle ne fait qu'en réclamer l'exécution. La nécessité des circonstances l'a entraînée dans des mesures que vous avez jugées dignes de censure, mais qu'exigeoit l'intérêt public pour sauver la colonie des dangers qui la menaçoient. Une grande société menacée d'une forte atteinte dans sa propriété, est autorisée par le droit naturel & le droit des gens, à tout ce qui peut la sauver d'un tel danger. Voilà ce qui nous a permis de faire des actes d'autorité, d'intercepter des lettres; & si les ministres du roi avoient fait leur devoir en envoyant les décrets de l'assemblée nationale, cette colonie n'auroit été exposée à aucun désordre; elle auroit suivi le sort général. L'assemblée natio-

nale & le ministre recevront incessamment le compte de nos opérations , & la protestation de notre dévouement à leurs ordres.

» L'assemblée provinciale gémit de votre aveuglement & de votre injustice ; elle espère que vous reconnoîtrez votre erreur ; ni vous ni les officiers à vos ordres n'avez prêté le serment civique ; votre gouvernement n'est constaté que comme un effet perdu, crié au son du tambour dans les rues ; vous reviendrez de votre prévention , & vous reconnoîtrez que l'interception d'une correspondance ministérielle étoit nécessaire pour dévoiler la collusion des sieurs Marbois , la Marfolle & la Luzerne. Notre conduite a donc été dictée par la nécessité ; nous tenions nos pouvoirs de nos commettans , & ils tiennent les leurs du droit naturel ; occupez-vous de réunir , loin des atteintes du pouvoir arbitraire , une assemblée légale à laquelle nous jurons obéissance , & rendrons compte de nos opérations ».

Signé Baconde de la Chevalerie ,

Au nom de l'assemblée provinciale.

Le 24 décembre , l'assemblée écrit aux parties du sud & de l'ouest , en se plaignant de l'abus fait par le conseil du droit de nommer à des places de comptable , & d'autres abus d'autorité commis par ce tribunal , & elle annonce qu'elle annule quelques-unes de ses nominations.

Le 25 décembre , le commissaire casse quelques-unes des dispositions de l'assemblée provinciale , fait défense de s'immiscer de l'administration financière & judiciaire ; ordonne la confection des mémoires , & déclare nul l'emprisonnement de M. Dubois , & casse la nomination du sieur Bins. — Lecture de cet arrêt. — Eloge donné aux assemblées du sud & de l'ouest , bien différentes de l'assemblée du nord. — Exposé de la conduite abusive , vexatoire & criminelle de cette dernière assemblée. — Assemblée

convoquée pour le 3 mars à Léogane par le gouverneur qui reproche à l'assemblée d'avoir contrevenu au décret de l'assemblée nationale du 17 juin, confirmé par celui du 25 septembre sur la prorogation des impôts. — Réponse de M. de Peynier à la lettre du 31 décembre.

3 janvier 1790, Port-au-Prince.

« D'accord sur les principes, nous différons sur les conséquences. Vous reconnoissez l'autorité de l'assemblée nationale, & vous contrevenez à ses décrets auxquels ont souscrit vos députés. En entrant dans cette auguste assemblée, ils ont adhéré à tout ce qui avoit été fait précédemment. Ne combattez pas ma bonne foi par des sophismes; une seconde autorité me prouve l'adhésion de vos députés: c'est le décret du 25 septembre confirmatif de celui du 17 juin. Vous respectez l'autorité du roi, & vous détruisez toutes ses ordonnances. Attenter à la liberté d'un citoyen magistrat, ce n'est pas respecter la loi qui protège la liberté des citoyens, ni celle qui enjoint le respect des magistrats. Les deux parties du sud & de l'ouest n'ont-elles pas été exposées au même danger que vous? La surveillance de l'administration a suffi pour les en garantir. Je borne là mes réflexions. Je ne veux point aigrir les esprits par une plus longue contestation; & vous ramener aux vrais principes par toutes les considérations de la justice & de l'intérêt public, est le seul vœu de mon cœur. Si je ne puis y réussir, j'attendrai le décret de l'assemblée nationale. Celle que vous demandez sera incessamment convoquée; elle sera libre dans ses opérations comme dans sa formation, & je ne veux concourir que par une erreur à la régénération qui doit être son ouvrage. » — 3 janvier 1790, lettre de l'assemblée du nord à celle de l'ouest; elle se plaint de ce que le gouverneur n'a point ordonné le serment civique.

A demain la suite.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , No. 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

On a vu, à Paris, sous le nom de l'abbé de la Rivière, un
livre intitulé, *Le Pape et le Roi*, par lequel on prétend
montrer que le Pape n'est qu'un homme, & que le Roi est
le seul Souverain.

Le Pape, dit-on, n'est qu'un homme, & le Roi est
le seul Souverain. On prétend que le Pape n'est qu'un
homme, & que le Roi est le seul Souverain. On prétend
que le Pape n'est qu'un homme, & que le Roi est le seul
Souverain.

L

Rés

N. B.

eripteur
du Poi
dispend
sieurs p
avant
directeur
& en a

La c
compris
formen
à Paris
volume
10 sous
L'abb
10 sous

Qu
du nor
représ
tions p
d'y po
Ton